



**PRÉFET  
DE LA MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale de la Moselle  
5 rue Charles Le Payen  
CS 50551  
POLYGONE - bâtiment GH  
57036 Metz

Metz, le 09/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**XPO TANK CLEANING NORD FR**

Zone Portuaire  
Avenue du Rhône  
69360 Ternay

Références : SEMECOURT\_XPO\_2026-04-09\_RAPVI-PPC\_RP\_02794  
Code AIOT : 0006201469

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/02/2026 dans l'établissement XPO TANK CLEANING NORD FR implanté Voie romaine Lieudit "Grignon pré" 57280 Semécourt. L'inspection a été annoncée le 27/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'est déroulée dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle (PPC) pour l'année 2026.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- XPO TANK CLEANING NORD FR

- Voie romaine Lieudit "Grignon pré" 57280 Semécourt
- Code AIOT : 0006201469
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société XPO TANK CLEANING exploite une installation de lavage de citernes routières et petits contenants et une station-service privée.

Elle est tenue de respecter notamment :

- l'arrêté préfectoral n° 2001-AG/2-265 du 26 juillet 2001 modifié autorisant la société RESOCLEAN EUROPE à poursuivre l'activité ;
- l'arrêté ministériel du 15/04/2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique n° 1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

La Société SONECOVI a repris les activités exercées par RESOCLEAN EUROPE le 24 janvier 2005: elle a informé le préfet, par courrier du 5 janvier 2016, du changement de sa raison sociale suite à son intégration au sein du groupe XPO Logistics.

#### Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Station physico-chimique	Arrêté Préfectoral du 26/07/2001, article IV.2	Demande d'action corrective	2 mois
4	Fréquence de contrôle	Arrêté Préfectoral du 26/07/2001, article IV.7 et IV.8	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
8	Vérification périodique des installations électriques	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article point 3.6 de l'annexe I	Demande d'action corrective	2 mois
9	Flexibles	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article point 4.9.3 de l'annexe I	Demande d'action corrective	2 mois
10	Situation administrative	Code de l'environnement du 17/02/2026, article annexe R.511-9 (partiel)	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suivi du lavage	Arrêté Préfectoral du 26/07/2001, article III.10	Sans objet
3	Surveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 26/07/2001, article IV.4	Sans objet
5	Transmission des résultats	Arrêté Préfectoral du 26/07/2001, article IV.9	Sans objet
6	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article point 3.6 de l'annexe I (partiel)	Sans objet
7	Etat des stocks de liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article point 3.5 de l'annexe I	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées (l'inspection) a constaté lors de la visite :

- une modification notable des installations qui n'a pas fait l'objet d'un porter à connaissance au préfet (PC n°2) ;
- l'absence de certains rapports de contrôle des rejets aqueux (PC n°4) ;
- le signalement dans le rapport de contrôle Q18 d'un défaut d'entretien des installations électriques (PC n°8) ;
- le frottement au sol des flexibles de distribution de carburant (PC n°9) ;
- un doute sur la situation administrative pour la rubrique 2910 / installations de combustion (PC n°10).

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des justificatifs sur ces points.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Suivi du lavage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/07/2001, article III.10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Lavage
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient un relevé sur lequel sont systématiquement notés : - le numéro du camion et son propriétaire ; - la date et l'heure du lavage ; - la nature du produit qu'il contenait ainsi que son origine ; - la quantité d'effluents de prélavage recueillie.
<b>Constats :</b>  L'exploitant établit, pour chaque intervention, une fiche de nettoyage comportant tous les éléments prescrits.

L'inspection a contrôlé par sondage les fiches XPO 052 2025003796 (lavage du 19/12/2025 - agent de résistance à l'eau) et XPO 052 2025003795 (lavage du 19/12/2025 - chlorate de soude) et ne relève pas de non-conformité pour la prescription contrôlée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Station physico-chimique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/07/2001, article IV.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, traitement des effluents aqueux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La station physico-chimique visée à l'article III.8 se compose au moins des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un dispositif de décantation mis en place avant homogénéisation ; il est constitué d'au moins un bac débourbeur d'un minimum de 1 m<sup>3</sup> par piste de lavage ;</li> <li>- un élément pour la coagulation ;</li> <li>- un élément pour la neutralisation ;</li> <li>- un élément pour la floculation ;</li> <li>- un élément pour l'aérofloculation et la décantation ;</li> <li>- un élément pour la récupération, l'homogénéisation et le relevage des boues ;</li> <li>- un filtre-pressé pour le prétraitement des boues.</li> </ul> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté que la station physico-chimique comporte l'ensemble des éléments prescrits, sauf le filtre presse, qui a été retiré depuis plusieurs années. L'exploitant a indiqué que les boues recueillies sont envoyées en filières autorisées et que l'absence du filtre presse n'a pas d'impact sur le traitement des eaux de process.</p> <p>Cette modification des conditions d'exploitation, considérée comme notable, n'a pas été portée à la connaissance du préfet dans les conditions prévues à l'article R181-46 du code de l'environnement, ce qui constitue une non-conformité.</p> <p>L'exploitant s'est engagé à procéder à cette notification dans les meilleurs délais.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Compte tenu de l'engagement de l'exploitant et de l'absence d'impact sur le traitement des eaux de process, l'inspection ne propose pas de mise en demeure à ce stade mais demande à l'exploitant de porter cette modification des conditions d'exploitation à la connaissance du préfet conformément aux dispositions de l'article R181-46 du code de l'environnement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 3 : Surveillance des rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/07/2001, article IV.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des rejets aqueux

### Prescription contrôlée :

Les effluents en sortie de la station physico-chimique de l'installation à destination de la station d'épuration communale doivent satisfaire aux caractéristiques suivantes :

- débit maximum d'effluents : journalier :  $60 \text{ m}^3/\text{jour}$  ;
- . horaire :  $10 \text{ m}^3/\text{heure}$  ;
- PH : 6,5 à 8,5 ;
- température inférieure à  $30^\circ\text{C}$  ;
- teneurs :
  - . MES  $< 150 \text{ mg/l}$  ;
  - . DCO  $< 1\,000 \text{ mg/l}$  ;
  - . DBO5  $< 500 \text{ mg/l}$  ;
  - . DCO/DBO5 1,5 à 2,5 ;
  - . azote total (exprimé en N)  $< 150 \text{ mg/l}$  ;
  - . phosphore total (exprimé en P)  $< 50 \text{ mg/l}$  ;
  - . hydrocarbures totaux  $< 10 \text{ mg/l}$  ;
  - . indice phénol  $< 0,3 \text{ mg/l}$  ;
  - . phénols  $< 0,1 \text{ mg/l}$  ;
  - . chrome hexavalent  $< 0,1 \text{ mg/l}$  ;
  - . cyanures  $< 0,1 \text{ mg/l}$  ;
  - . arsenic et composés (en As)  $< 0,1 \text{ mg/l}$  ;
  - . plomb et composés (en Pb)  $< 0,5 \text{ mg/l}$  ;
  - . cuivre et composés (en Cu)  $< 0,5 \text{ mg/l}$  ;
  - . chrome et composés (en Cr)  $< 0,5 \text{ mg/l}$  ;
  - . nickel et composés (en Ni)  $< 0,5 \text{ mg/l}$  ;
  - . zinc et composés (en Zn)  $< 2 \text{ mg/l}$  ;
  - . manganèse et composés (en Mn)  $< 1 \text{ mg/l}$  ;
  - . étain et composés (en Sn)  $< 2 \text{ mg/l}$  ;
  - . fer, aluminium et composés (en Fe + Al)  $< 5 \text{ mg/l}$  ;
  - . métaux (Zn + Cd + Cu + Fe + Ni + Cr + Al + Pb + Sn)  $< 8 \text{ mg/l}$  ;
  - . composés organiques du chlore (en AOX)  $< 5 \text{ mg/l}$  ;
  - . fluor et composés (en F)  $< 15 \text{ mg/l}$  ;
  - . composés cycliques hydroxylés  $< 0,1 \text{ mg/l}$  ;
- flux :

flux maximum journalier horaire

  - . DCO  $< 60 \text{ kg/j}$   $< 2,5 \text{ kg/h}$
  - . DBO5  $< 30 \text{ kg/j}$   $< 1,25 \text{ kg/h}$
  - . MES  $< 36 \text{ kg/j}$   $< 1,5 \text{ kg/h}$
  - . azote  $< 9 \text{ kg/j}$

### Constats :

Vu le contrôle par sondage :

- des rapports mensuels de juin (prélèvement du 17/06/2025) et décembre (prélèvement du 16/12/2025) ;
- des rapports trimestriels d'août (prélèvement du 25/08/2025) et novembre (prélèvement du 18/11/2025) ;

- des mesures d'autocontrôle hebdomadaire (phénol) saisies sur le logiciel GIDAF pour les mois d'octobre et décembre 2025.

L'inspection ne relève pas de non-conformité pour la prescription contrôlée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Fréquence de contrôle

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/07/2001, article IV.7 et IV.8

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance des rejets aqueux

##### **Prescription contrôlée :**

Article IV.7 Contrôles hebdomadaires et mensuels

Article IV.7.1 Contrôles hebdomadaires

La mesure de la teneur en phénol sera réalisée une fois par semaine en autocontrôle par l'exploitant. Cette analyse pourra être réalisée par une méthode simple choisie en accord avec l'inspecteur des installations classées.

Article IV.7.2 Contrôles mensuels

La mesure de la teneur des métaux suivants : Cr VI et Cr total, Zn, Cd, Cu, Fe, Ni, Al, Pb, et Sn sera réalisée mensuellement par un organisme extérieur choisi en accord avec l'inspecteur des installations classées. Ces mesures seront réalisées sur un échantillon moyen représentatif des rejets sur un mois.

À cet effet, l'émissaire de rejets sera équipé de manière à pouvoir installer un appareil pouvant réaliser l'échantillonnage mensuel.

Article IV.8 Contrôles trimestriels

Un organisme extérieur choisi en accord avec l'inspecteur des installations classées procède trimestriellement [...] à des prélèvements et aux analyses suivantes :

- MES, DBO5, azote total ;
- cyanures ;
- Zn, Cd, Cu, Fe, Ni, Al, Pb, Sn ;
- fluorures ;
- hydrocarbures ;
- composés cycliques hydroxylés ;
- les AOX.

##### **Constats :**

Vu :

- les rapports mensuels et les rapports trimestriels, établis par un organisme accrédité et déposés sur la plate forme GIDAF en 2025;
- les éléments de contrôle hebdomadaire saisis sur le logiciel GIDAF, montrant des mesures pour les paramètres et les fréquences prescrits (contrôle par sondage pour l'année 2025).

L'inspection relève l'absence de rapport mensuel pour les mois de février et mars 2025 (le tableau synthétique de l'exploitant indique cependant des résultats de mesure en mars) et de rapport trimestriel pour le mois de février 2025.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de justifier le contrôle mensuel en février et mars 2025 et le contrôle trimestriel en février 2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 5 : Transmission des résultats

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/07/2001, article IV.9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'ensemble des résultats font l'objet d'une transmission trimestrielle à l'inspecteur des installations classées. Elle est effectuée dans les meilleurs délais. Dans ce rapport, les éléments surveillés apparaîtront en teneur dans les rejets, et en flux horaires, journaliers et mensuels.
<b>Constats :</b>  Vu la saisie mensuelle sur le logiciel GIDAF des mesures de contrôles des rejets aqueux (contrôle par sondage pour l'année 2025), comprenant tous les éléments prescrits, l'inspection ne relève pas de non-conformité pour la prescription contrôlée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article point 3.6 de l'annexe I (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] L'installation électrique comporte un dispositif de coupure générale permettant d'interrompre, en cas de fausse manœuvre, d'incident ou d'inobservation des consignes de sécurité, l'ensemble du circuit électrique à l'exception des systèmes d'éclairage de secours non susceptibles de provoquer une explosion, et permettant d'obtenir l'arrêt total de la distribution de carburant. Un essai du bon fonctionnement du dispositif de coupure générale est réalisé au moins une fois par an. La commande du dispositif de coupure générale est placée en un endroit facilement accessible à tout moment au responsable de l'exploitation de l'installation. [...]
<b>Constats :</b>  L'inspection constate que les installations de distribution de carburant sont équipées du dispositif de coupure prescrit et ne relève pas de non-conformité pour la prescription contrôlée.



<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--

  

<b>N° 7 :</b> Etat des stocks de liquides inflammables
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article point 3.5 de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks de liquides inflammables
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant est en mesure de fournir une estimation des stocks ainsi qu'un bilan quantités réceptionnées, quantités délivrées pour chaque catégorie de liquides inflammables détenus, auxquels est annexé un plan général des stockages. Cette information est tenue à la disposition des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques.
<b>Constats :</b>  Vu le plan des stockages et l'état des stocks de liquides inflammables présentés par l'exploitant, présentant le bilan entrées/sorties, l'inspection ne relève pas de non-conformité pour la prescription contrôlée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

  

<b>N° 8 :</b> Vérification périodique des installations électriques
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article point 3.6 de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toutes les installations électriques sont entretenues en bon état et sont contrôlées, après leur installation ou leur modification par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé.
<b>Constats :</b>  Le rapport Q18 de contrôle des installations électriques du 11/07/2025 (intervention du 11/07/2025) conclut à un risque d'incendie ou d'explosion connexe au défaut d'entretien (présence de poussières déposées ou de substances de nature à provoquer un danger) de l'armoire électrique de la station-service.  Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de confirmer le nettoyage de cet équipement.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de justifier le retour à la conformité pour la prescription contrôlée.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

**N° 9 : Flexibles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article point 4.9.3 de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Flexibles
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les flexibles de distribution sont conformes à la norme NF EN 1360 de novembre 2005 (pour l'aviation, les flexibles sont conformes aux dispositions prévues dans la norme spécifique en vigueur). Les flexibles sont entretenus en bon état de fonctionnement et remplacés au plus tard six ans après leur date de fabrication. Dans le cas des installations exploitées en libre-service, les flexibles autres que ceux présentant une grande longueur et destinés au transvasement de gazole et de carburants aviation sont équipés de dispositifs de manière à ce qu'ils ne traînent pas sur l'aire de distribution. Les rapports d'entretien et de vérification seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques. Un dispositif approprié empêche que le flexible ne subisse une usure due à un contact répété avec le sol. [...]
<b>Constats :</b>  Les installations comportent deux dispositifs de distribution de gasoil pour lesquels l'exploitant a présenté un compte rendu de maintenance du 17 mars 2025.  Lors de la visite, l'inspection a constaté que le système installé pour empêcher leur frottement au sol n'est pas suffisant, ce qui constitue une non-conformité. L'exploitant s'est engagé à modifier son installation pour revenir à la conformité.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Compte tenu de l'engagement de l'exploitant, l'inspection ne propose pas de mise en demeure à ce stade mais demande à l'exploitant de modifier l'équipement concerné pour qu'il soit conforme à la prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 10 : Situation administrative**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 17/02/2026, article annexe R.511-9 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Classement ICPE
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Rubrique 2910</u> Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes

<p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Supérieure ou égale à 20 MW, mais inférieure à 50 MW (E)</li> <li>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW (DC)</li> </ol>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'arrêté préfectoral du 26 juillet 2001 modifié indiquait la présence d'une installation de combustion d'une puissance de 1,05 MW, non classée à l'époque, le seuil de classement étant alors de 2 MW.</p> <p>Le décret n° 2018-704 du 03/08/2018 modifiant la nomenclature des installations classées et certaines dispositions du code de l'environnement a abaissé le seuil de classement à 1 MW. Il importe de savoir si les installations du site sont classées par antériorité pour la rubrique 2910.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence d'une chaudière dont il n'a pas été possible de valider la puissance thermique nominale totale (absence de plaque indiquant une puissance en kW).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de se positionner sur sa situation administrative au regard de la rubrique 2910.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>